

## TORNATA DEL 24 GENNAIO 1851

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE BARONE MANNO.

**SOMMARIO.** Continuazione della discussione sul progetto di legge riguardante l'imposta sui fabbricati, rimasta al secondo alinea dell'articolo 4 — Proposizione del senatore Della Torre conforme alle precedenti de' senatori Di Castagnetto e Fantini, relativa all'abitazione de' parroci, e degli ordini mendicanti, oppugnata dal ministro di grazia e giustizia — Aggiunta del senatore De Fornari e sciolgimento della medesima — Parole del senatore Luigi Di Collegno e risposta del commissario regio — Chiusura della discussione su questo alinea — Osservazioni del senatore Colla sull'ordine del giorno motivato del senatore Sclopis e approvazione del medesimo — Reiezione degli emendamenti dei senatori Di Castagnetto, Fantini e dell'aggiunta del senatore De Fornari — Adozione pura e semplice del secondo alinea dell'articolo 4 complessivamente e degli articoli 5, 6 e 7 — Discussione sull'articolo 8 in cui ragionano i senatori Della Torre, Alfieri, Di Polzone, Massa Saluzzo, Mosca, Colli, Gallina, Jacquemoud e il commissario regio — Adozione dell'articolo.

La seduta è aperta alle ore 2 1/2 pomeridiane colla lettura del processo verbale dell'ultima tornata che è approvato.

### OMAGGI.

**PRESIDENTE.** Il capitano Vincenzo Bodioli fa omaggio al Senato di un suo progetto di finanze.

Il municipio di Pinerolo manda al Senato il discorso inaugurale degli studi, letto in quel real collegio.

Il signor Ippolito Charbonnier spedisce al Senato in omaggio un suo progetto tendente a migliorare la condizione materiale e morale dell'armata.

### SEGUITO DELLA DISCUSSIONE DEL PROGETTO DI LEGGE PER UNA TASSA SUI FABBRICATI.

**PRESIDENTE.** L'ordine del giorno ci chiama a continuare la discussione del progetto di legge per nuove imposte sui fabbricati.

Nella tornata di ieri, la discussione incominciata sul paragrafo 2, dell'articolo 4 non fu compiuta. Rimangono ancora in discussione due emendamenti proposti dai signori senatori Di Castagnetto e Fantini.

Rimane anche a deliberare sopra un progetto d'ordine del giorno motivato, presentato dal signor senatore Sclopis. Questo deve aver la preferenza sopra ogni altra deliberazione.

Debbo anche annunziare alla Camera, che sullo stesso articolo mi si presentarono, al fine della seduta di ieri, alcune aggiunte formulate dal signor senatore De Fornari. Di queste non si può dir altro per ora, e ne darò lettura quando venga il loro turno.

Ieri sul compiersi della seduta i signori commissario regio e relatore della Commissione accettarono l'ordine del giorno motivato dal senatore Sclopis. Io lo rileggerò perchè il Senato possa prendere sul medesimo una deliberazione, previa la parola che mi ha già chiesta in proposito il signor senatore Della Torre. (*Legge l'ordine del giorno motivato — V. sul fine della seduta antecedente*)

**DE FORNARI.** Chieggo la parola...

**PRESIDENTE.** Non posso concedergliela se non che sull'ordine del giorno Sclopis.

**DE FORNARI.** Per un doppio motivo: per sviluppare le mie aggiunte...

**PRESIDENTE.** Per le aggiunte verrà più acconciamente il luogo di parlarne allora che saranno messe in discussione.

**DE FORNARI.** Anche per parlare contro l'ordine del giorno, affinché il Senato abbia presenti tutti gli emendamenti che possono determinare le convinzioni ad accettare o non accettare l'ordine del giorno.

**PRESIDENTE.** Intanto la parola spetta al signor senatore Della Torre.

**DELLA TORRE.** Messieurs les sénateurs, j'éprouve un vrai regret d'être forcé de prendre de nouveau la parole sur une question que nous discutons depuis tant de jours. Si nous faisons si peu de progrès, messieurs, cela tient, je crois, à la manière dont nous posons ordinairement les questions dès le début, et aux maximes d'après lesquelles nous résolvons ces mêmes questions. C'est à ce sujet que je désire principalement vous entretenir aujourd'hui.

Je débute par rendre un complet hommage aux éloquentes paroles, aux nobles sentiments et à l'esprit de conciliation qui ont animé notre honorable collègue, le comte Sclopis, en proposant un amendement dont vous venez d'entendre la lecture; je regrette donc beaucoup de devoir dire que je ne l'approuve pas entièrement, et cela, pour ce motif principal, qu'étant fort explicite en faveur du propriétaire cultivateur, il l'est beaucoup moins pour les Ordres mendicants. Cependant il me paraît que le mendiant (et le moine est un mendiant) se trouve dans une position certainement plus avantageuse pour obtenir l'exemption qu'obtient le propriétaire cultivateur. Messieurs, dans tel village, il y a parmi les propriétaires cultivateurs des paysans dans l'aisance qui possèdent de 50 à 55 journaux de terre; ces hommes vivent très-commodement, ils travaillent quelque fois à la terre, mais ordinairement ils sont servis par des valets de ferme qui les servent également dans la maison. Si vous visitiez cette maison, vous verriez qu'elle contient, à part la portion du bâtiment qui est destinée à tirer les fruits de la terre, de bonnes chambres parfaitement en ordre, une cuisine, et parfois les propriétaires cultivateurs donnent à dîner à leurs amis. Ceux-

là sont aisés, ils peuvent payer; par contre, vous avez des propriétaires cultivateurs qui ne possèdent guère qu'un journal de terre; ceux-ci sont pauvres, ils sont obligés de travailler comme des journaliers, il n'ont pas de maison, ils louent une chambre quelque part, mais cette chambre n'est pas dans une maison qui sert à tirer les fruits de la terre, et il en résulte que le propriétaire aisé est dispensé du tribut, et que le pauvre est forcé de payer.

Je comprends, messieurs, qu'il serait fort difficile d'établir des catégories; aussi je ne veux point combattre cette disposition; je suis fort aisé que l'on accorde la dispense à tout cultivateur propriétaire; mais je voudrais que cette dispense s'étendit aux mendiants. Ce qui s'oppose à l'admission de cette prétention, ce sont les maximes que nous avons posées; nous avons formulé au début que tous les bâtiments doivent payer, sauf les trois exceptions insérées dans la loi. Nous avons dit dans la discussion que nous ne faisons pas payer les personnes, mais les maisons; j'en demande pardon, c'est une erreur, les maisons ne payent pas, parce qu'elles ne peuvent payer; elles n'ont ni bourse, ni mains pour délier la bourse; ce sont donc les personnes qui payent pour les maisons. Il est vrai que le propriétaire peut ne pas habiter la maison, et cependant payer pour la maison; mais alors ceux qui l'habitent ne versent pas d'argent; or, dans le cas présent, c'est le Gouvernement ou les moines qui sont considérés comme propriétaires de la maison; si c'est le Gouvernement, il ne doit pas payer; si ce sont les moines, vous exigeriez donc l'impôt de la part de gens qui eux-mêmes demandent l'aumône, et n'ont pas d'autre moyen d'existence.

La difficulté ou nous nous trouvons placés vient de ce principe fixe duquel nous n'osons pas nous départir.

Permettez moi, messieurs, de vous citer une anecdote qui, au premier aspect, paraît nous éloigner de la question, mais elle y ramène.

Un voyageur célèbre dit qu'en parcourant l'Europe en chaise de poste, il savait toujours s'il était sur un territoire soumis à un pays absolu, ou à un Gouvernement libre; et comment connaissait-il cela? C'est que, disait-il, dans les pays absolus les chemins sont presque toujours en ligne droite, et qu'au contraire, dans les pays libres, ils sont sinueux; et en voici la raison: dans les pays absolus on rencontre un obstacle, on dit: abattez l'obstacle et allez en avant; dans les pays libres, on dit: tournez l'obstacle; si vous rencontrez un terrain arrosé par des canaux et par conséquent très productif, les propriétaires vous disent: prenez garde, votre chemin va causer un grand dommage à la contrée; alors on répond: vous avez raison, nous allons tourner à droite ou à gauche; plus loin, vous trouvez un bourg manufacturier: on vous dit: l'ancien chemin passait à nos portes, vous l'éloignez de nous, il va en résulter que nous serons ruinés; eh bien, répond-t-on, nous allons nous rapprocher de vous.

Dans les pays despotiques, on fait les chemins sans trop s'occuper des intérêts particuliers; dans les pays libres, on prend ces intérêts en considération. Je voudrais, messieurs, vous voir suivre la même maxime pour les lois que nous faisons. Quand une loi est promulguée, elle est inflexible, elle devient barre de fer; mais dans la fabrication des lois, car nous sommes des fabricateurs de lois, nous devrions savoir qu'il est rare que l'homme puisse poser un principe absolu, parce que l'homme n'est pas parfait, et que son œuvre ne l'est pas davantage.

Ce principe que nous avons posé peut présenter un inconvénient dans la discussion des articles de la loi; on peut voir

qu'il y a une loi de justice, d'équité publique qui est lésée. Je voudrais qu'il y eût un peu plus de facilité, et qu'on ne dise pas: nous avons établi ce principe, il faut en conséquence n'en jamais dévier. Récemment, nous avons voté un projet de loi, l'abolition des *fidéicommiss*; quel était le principe posé au début de cette loi? « Au moment de la publication de cette loi, tous les *fidéicommiss* sont abolis. » Qu'est-il arrivé? Si au moment de cette publication telle propriétaire d'un *fidéicommiss* n'a pas d'enfants, la moitié de sa propriété est dévolue en héritage futur à un parent peut-être éloigné; puis surviennent des enfants, il en a cinq ou six, et malgré l'existence de ces enfants, la moitié de l'héritage sortira de la famille. Pour dire le mot vrai, c'est une chose injuste; nous avons commis une erreur, mais nous avons été forcés de la commettre par le principe absolu qui a été posé tout d'abord. Je n'ai pas l'espoir que ma faible voix soit entendue au dehors, mais si elle avait quelque écho dans une autre enceinte, j'espère qu'on remédiera à l'erreur, à l'injustice que je vous signale et que nous avons commise.

J'en reviens à notre loi: messieurs, elle dit, tous les bâtiments, et sauf les trois exceptions qui sont en faveur de l'église, du cimetière et des maisons appartenant au Gouvernement, il paraît qu'il ne peut-être fait une autre exception sans dénaturer la loi. Mais en allant d'article en article, nous sommes arrivés sur un point où il me semble qu'il faudrait faire une exception. Je parle de l'article qui concerne les couvents. Rappelez-vous, messieurs, que monsieur le commissaire du Roi, que messieurs les ministres, que la Commission et le Sénat entier ont unanimement jugé qu'il était juste de faire ici une exception; toute la difficulté a été de trouver une forme convenable pour exprimer cette exception. Les ministres déclarent qu'ils indemniseront les couvents, et ils disent d'autre part: mais cependant nous ne ferons à cet égard que ce que la loi autorise de faire; nous avons le droit de donner des subsides et nous les donnerons. C'est très-bien; mais rien ne nous garantit que les successeurs de messieurs les ministres actuels tiendront le même langage et agiront en conséquence.

On a prétendu qu'ils seront engagés par la promesse qui a été faite au Sénat; je crois qu'un tel engagement ne serait pas convenable, je crois qu'il ne serait pas constitutionnel; en effet, pourquoi les changements de ministres ont-ils lieu? C'est pour remplacer les ministres par d'autres personnes qui ont une opinion différente; et il est juste que ces nouveaux ministres puissent gouverner d'après leur opinion. Nous discuterons leurs actes; mais nous ne pouvons pas leur contester le droit d'avoir une opinion à eux, ni l'exercice de ce droit.

Messieurs, nous n'avons pas besoin d'ordre du jour, d'amendement, en ce qui concerne les mendiants; deux mots pourraient parfaitement arranger cette affaire, et ces deux mots pourraient trouver leur justification dans la loi. Nous avons excepté les maisons appartenant au Gouvernement; ne serait-il pas convenable d'ajouter à la suite de cette exception ces paroles: « et celles actuellement assignées à des Ordres mendiants des deux sexes. » J'ai dit exprès le mot « assignées, » parce qu'il s'est élevé une demi-discussion pour savoir si les religieux sont, oui ou non, propriétaires. Ce n'est pas le cas de discuter une question si grave au sujet d'une loi transitoire; mais ce doute peut être utile. Trouvez-vous que le Gouvernement est possesseurs: alors, la maison est actuellement, et de plein droit, exemptée de la taxe, cela va de soi; si les mendiants sont propriétaires de la maison,

Vous ne voulez pas, j'imagine, imposer de taxe à des mendiants, et pour ce motif, ils doivent en être exemptés.

Il me paraît, messieurs que, si ce principe était adopté, toutes les difficultés s'évanouiraient et seraient résolues. Il en résulterait que notre loi serait plus logique et plus conforme à celles qui se font généralement. Je vous l'ai déjà dit, je le répète, je ne connais pas un seul pays au monde où l'on ait voulu taxer les mendiants; nous sommes les premiers qui marchons dans cette voie, et encore ces mendiants sont des religieux.

Il y a doute pour établir quel est le vrai propriétaire; abandonnons cette question et déclarons par un vote que les Ordres mendiants ne sont pas tenus au paiement de l'impôt; insérons en quelques mots le vote dans la loi, ainsi toute difficulté disparaîtra. Monsieur le commissaire du Roi, les ministres, la Commission, le Sénat déclarent qu'il faut d'une manière ou d'autre dispenser ces religieux de payer; nous sommes tous d'accord; donc, messieurs, la dispense formulée en loi serait certainement approuvée par l'opinion publique. Si tous, après mûr examen, nous reconnaissons que c'est une chose raisonnable et bonne elle sera sans doute aussi jugée bonne et raisonnable hors de cette enceinte.

**PRESIDENTE.** Debbo interrogare l'onorevole maresciallo se intende fare una proposizione nuova, oppure unirsi a quella già stata fatta nello stesso scopo e colle stesse parole dal signor senatore Di Castagnetto.

**DELLA TORRE.** Io mi associo volentieri, se qualcheduno l'ha già formulata.

**PRESIDENTE.** Fino da ieri furono presentate due proposte per l'esenzione di cui si parla al paragrafo secondo; una cioè del senatore Di Castagnetto, perchè si estendesse alle parrocchie, e l'altra del senatore Fantini, perchè fosse estesa ai conventi ed ai monasteri degli Ordini mendicanti.

**DELLA TORRE.** Io mi associo volentieri a quella del senatore Fantini.

**PRESIDENTE.** Non è necessario di domandare se si appoggia o no l'emendamento, perchè è già stato appoggiato, e largamente svolto e discusso: altro non rimarrebbe che porlo ai voti, se non fosse necessario dapprima di provocare la deliberazione del Senato sopra l'ordine del giorno motivato proposto dall'onorevole conte Sclopis.

**RICCARDI, ministro di grazia e giustizia.** Domando la parola.

**PRESIDENTE.** Il signor guardasigilli ha la parola.

**RICCARDI, ministro di grazia e giustizia.** Il Senato ottimamente comprende che uno dei principali caratteri delle leggi di finanze si è certamente un rigore inflessibile nel principio e nell'applicazione.

Quanto è più grave il peso che le necessità dello Stato obbligano ad imporre, tanto maggior ragione vi ha di andare estremamente a rilente nel concedere esenzioni. Imperocchè, qualunque esenzione concessa ad una categoria di cittadini, ricade a peso degli altri.

Questa legge ammette alcune eccezioni, e tutte hanno un motivo logico, un motivo evidentemente ragionevole.

Si eccettuano i fabbricati rurali inservienti esclusivamente alla coltivazione delle terre, quest'eccezzuazione ha fondamento in ciò che i fabbricati destinati esclusivamente alla coltivazione delle terre, e non all'abitazione, fanno parte del fondo rurale, e l'imposta riguarda ai fabbricati civili e non ai fondi rurali.

Si eccettuano del pari gli edifizii destinati al culto cattolico ed a quelli delle altre religioni tollerate, non che i cimiteri, perchè questi fabbricati, questi terreni sono posti dalla legge

fuori del commercio. Manca quindi essenzialmente uno dei caratteri su di cui ha fondamento l'imposta di cui si tratta.

Si estende parimente l'esenzione ai fabbricati che appartengono allo Stato, perchè se non si eccettuassero, vi sarebbe un giro inutile di pagamenti. Lo Stato sarebbe debitore e creditore nel tempo stesso.

Vi ha forse anche una ragione onde eccettuare o le case parrocchiali, oppure gli Ordini di cui parlava l'onorevole maresciallo?

Vi ha certamente un motivo che merita dal canto del Senato un interessamento, al quale si associa il Ministero, evvi cioè un riguardo reclamato dalla condizione di alcuni ecclesiastici; ma tale ragione non è di un carattere tanto generale ed assoluto quanto sono gli altri caratteri che hanno indotte le eccezioni contemplate in questa legge, e relative piuttosto alle persone che non alle case; ammette una varietà e distinzione di casi che sarebbero inconciliabili con la generalità delle eccezioni medesime.

I parroci non sono tutti in tali strettezze da non poter concorrere, mercè il pagamento di questa imposta nel sopportare i pesi dello Stato. Gli Ordini mendicanti sono sicuramente in generale poveri, ma può verificarsi il caso in cui anche questi Ordini, senza grave scapito, senza grave loro disagio, possano sopperire al pagamento di questa imposta.

Argomentando da questa ragione, io dico che il fare alla legge un'eccezione in favore dei parroci e degli Ordini mendicanti, sarebbe un discostarsi senza sufficiente motivo dal sistema e dallo spirito della legge stessa.

Quest'eccezione nuocerebbe, e nuocerebbe essenzialmente a quel carattere di generalità assoluta che debbono avere le leggi di finanze, massime quando si tratta d'imposta straordinaria.

Queste osservazioni non tolgono però che si abbia speciale riguardo alle circostanze di strettezze che si verificassero in qualche caso relativamente ai parroci ed altre categorie di ecclesiastici; ed io credo che il Governo può facilmente supplire a questo scopo, senza punto derogare alla generalità della legge.

Noi abbiamo, o signori, una Cassa di beneficenza specialmente destinata al clero, preziosa istituzione dei nostri antichi, che importa sommamente di conservare, voglio dire la Cassa dell'Economato generale.

Da questa Cassa traggonsi continuamente sovvenzioni in favore del clero, in favore, cioè, della parte meno provveduta, quantunque non la meno utile ed interessante del clero medesimo.

Io non ho sicuramente in questo momento elementi bastanti per indicare al Senato la somma che, nel solo corso di un anno, fu tratta da questa Cassa per sopperire ai bisogni della parte meno agiata del clero; posso però asserire che per la sola Savoia in meno di dodici mesi si erogarono a favore di povere chiese parrocchiali, e di poveri sacerdoti, oltre a 225 mila lire; la somma che si spese per le altre chiese del Piemonte non è certamente inferiore a quella che ho avuto l'onore di indicarvi relativamente alla sola Savoia.

Coi mezzi che questa Cassa somministra, già si è provveduto alla spesa postale che può occorrere nel rispetto degli Ordini religiosi mendicanti.

Il Governo saprà, quando si presenti il caso di un bisogno ben giustificato, usare lo stesso mezzo per venire opportunamente in sollievo del clero; ma, ripeto, io credo che, trattandosi di legge di finanza, trattandosi di legge che va ad imporre un nuovo, speciale, straordinario peso alla nazione, convenga di prescindere da eccezioni, oltre a quelle per mo-

tivi inerenti alla natura stessa delle cose già introdotte nel progetto che il Ministero ebbe l'onore di presentare.

**PRESIDENTE.** Debbo ora accordare la parola al signor senatore De Fornari, ma siccome egli ha due oggetti nel chiedere la parola, l'uno di ritornare sopra l'ordine del giorno del senatore Sclopis, e l'altro di svolgere i motivi per i quali egli fu condotto a proporre un'aggiunta, lo pregherei di volere per ora riservare la seconda questione, e solo trattarsi sulla prima.

**DE FORNARI.** Io pregherei il signor presidente a volere prima dare lettura della mia proposizione d'aggiunta, perchè potrebbe darsi che dal conoscerne il tenore, il Senato venisse indotto ad accettarla; che se prima non viene letta, potrebbe il Senato accettare l'ordine del giorno ad esclusione di quella proposizione mia, mediante la quale, se approvata, forse esimerebbe dal doversi avere ricorso alla risorsa quasi sempre insufficiente di un ordine del giorno, comunque motivato.

**PRESIDENTE.** Io non ho difficoltà di assecondare il desiderio ripetutamente manifestato dal signor senatore De Fornari di darsi lettura del suo così chiamato emendamento, il quale però io qualifico, come egli fece, per aggiunta. Solo per giustificare la titubanza da me mostrata prima di dare tal lettura, io farò notare che se il proponente crede che l'ordine del giorno motivato chiuda l'adito, tolga l'opportunità di potere poscia esaminare la sua aggiunta, egli è in errore.

Il presidente, che regola la discussione, può fin d'ora tranquillare il proponente, e dargli sicurezza che, anche quando l'ordine del giorno Sclopis sia ammesso, e debbasi perciò passare senza più all'ordine del giorno, quest'ordine del giorno altro non sarà che la deliberazione del Senato, ora interrotta, sull'ammissione o reiezione degli emendamenti, dopo i quali troverà tosto il suo luogo l'aggiunta De Fornari. Ripeto adunque essere corso in errore il proponente, allorchè poté avvisare che l'ordine del giorno Sclopis includesse un giudizio sugli emendamenti.

**DE FORNARI.** Prego di osservare che gli altri emendamenti sono conosciuti, la proposizione mia non lo è, motivo per cui io...

**PRESIDENTE.** (Interrompendo) Ripeto che lo leggo, e vado a leggerlo: solamente ho accennato le ragioni delle mie dubbietà, perchè non paia soverchia la mia severità. L'aggiunta De Fornari è del tenore seguente:

« Saranno pure esenti i fabbricati impiegati attualmente, e continuamente ad usi pubblici, di beneficenza, di istruzione, o per simili cause, quindi per destinazione esclusi dal risultare a produzione di reddito.

« Tuttavia, quanto a quelli, che in passato si trovavano assoggettati ad imposta, non sarà innovato a loro riguardo nell'attuale applicazione di questa temporanea legge.

« Saranno esenti i piccoli locali, cui risultino di un valore non maggiore di lire 500, o ad ogni modo ricovero ai proprietari in miserevole condizione. »

Ho soddisfatto al desiderio del senatore De Fornari, il quale, spero, soddisferà egualmente alla mia preghiera di restringere il discorso che ha intenzione di fare all'ordine del giorno motivato del senatore Sclopis.

**DE FORNARI.** Tutti gli altri emendamenti sono stati sviluppati avanti, e il Senato ne conosce perciò i motivi e le convenienze. Dimanderei di essere posto nella stessa situazione degli altri, e che mi sia permesso di parlare prima di tutto sopra la proposizione mia, riservandomi quindi, allorchè sarà aperta la discussione sopra l'ordine del giorno motivato proposto dall'onorevole senatore Sclopis, il ragionarne, ed oppormi come siane il caso.

**PRESIDENTE.** A costo anche che il Senato mi accagioni di troppa deferenza a' suoi desiderii io vi acconsento.

**DE FORNARI.** Le diverse, e tutte molto interessanti e calde rimostranze ed istanze che sono state sollevate da onorevoli colleghi in proposito di questa legge, ed al fine di introdurre modificazioni, segnatamente in ordine alle esenzioni, giustificcheranno, lo spero, la mia insistenza. Io sono convinto che le esenzioni che sono state introdotte nell'articolo 4 sono insufficienti, od almeno non abbastanza esplicithe, per essere applicate secondo la vera intelligenza, secondo la giustizia, secondo almeno l'equità. Meno in pena adunque io sono nel determinarmi ad occupare ancora i momenti preziosi del Senato; più mi duole oggi che per la prima volta mi trovi in contraddizione coll'onorevolissimo signor guardasigilli: la prima volta, dico, e mi onoro di notarlo.

E sono, il dirò anche, sorpreso di trovarmi in contraddizione tale col ministro della giustizia in questione nella quale sono a fronte interessi, od anche necessità qualsiasi del pubblico erario, il quale ha per succursali le risorse tutte dello Stato e ragioni di giustizia o considerazioni almeno d'equità, e non otterrebbero queste il vantaggio, quella preferenza che meco invocavano a favor loro molti de'suoi e miei colleghi. Ora premetto che quanto a me non sono punto in pena per i parroci: io non me ne occuperò più oltre, perchè sono persuaso che nell'applicazione della legge, anche nel suo stato attuale, quelli che ne saranno incaricati si troveranno nella propizia necessità di riguardarli come esenti dall'imposta; perchè prescindendo ancora dal sistema in cui nel corso della discussione, dianzi lo dimostravo, o indicavo almeno, questo progetto di legge come somigliante ad un esperimento della tassa sulla rendita, essa è una imposta sulla proprietà, e sulla proprietà produttiva di reddito. Ora i parroci non sono proprietari delle canoniche da essi occupate: ma, si dirà, sono almeno usufruttuari.

Neppure così possono essere riguardati nel senso legale, a somiglianza alcuna cogli enfiteuti che soli, come condomini, da un articolo di questa legge stessa sono assoggettati alla imposta.

I parroci sono precariamente assegnatari di quei locali, assegnatari per uso pubblico, per necessità, nell'esercizio del loro ministero inseparabile dal culto; per destinazione quei locali sono esclusi da produzione di reddito di sorta.

Per questo sono quei locali, come la chiesa cui vanno annessi, esenti da imposta.

Nè proprietari di quei locali come delle chiese potrebbero contemplarsi assoggettabili alla imposta: per questo sarebbero essi tenuti a subirla?

Essi forse hanno una propria casa di cui pagano l'imposta, mentre per servizio del pubblico culto abitano altrove.

Se per avventura come parroci abitano una casa appartenente a qualche privato, a fitto o ad altro titolo, è ben inteso che il proprietario di quella paghi la imposta, ma il parroco non è imponibile pel locale che, come tale, non essendone proprietario, abita.

Tutto ciò sembra a me di tutta evidenza razionale, ineluttabile.

Sono tanto meno in pena per i parroci (e per ciò non mi occuperò di loro nella proposizione mia di aggiunta all'articolo 4) perchè, oltre queste ragioni soccorrono ad essi le altre, che ravviso, anzi, letteralmente significate nella legge stessa. Fa egli d'uopo insistervi ancora? Sono ivi dichiarati esenti gli edifici destinati al culto, e nella maggior parte dei casi, a questi edifici sono annessi, inseparabili, i locali per l'alloggio del parroco.

Mi giova ricorrere ad un esempio: mi trasporto sugli ameni ripari di questa città, e veggio quel bell'edifizio che da un egregio architetto è già maestosamente eretto per servire di chiesa nuova a quel borgo; contemplo il suo insieme, e dopo avere ammirata la nobile parte anteriore, contemplando quindi la posteriore, d'assai tante, invero, dignitosa, la quale, sebbene figuri il coro, contiene, mi è detto, dissimulato l'alloggio qualsiasi dell'umile parroco, e forse di subalterni altri addetti alla chiesa (infelice idea, probabilmente imposta al valente architetto, e colpa delle imperfezioni di quella parte dell'opera sua), vengo qui applicando le considerazioni mie al presente soggetto della esenzione delle canoniche parrocchiali.

Ebbene, questo qualsiasi così dissimulato locale, che sento sarà destinato all'alloggio del parroco, non forma esso parte integrante, inseparabile dell'edifizio destinato al culto? Io non credo che si possa riguardare sotto altro aspetto. Di questo locale non più è, che della chiesa, proprietario, né rappresentante il parroco. E ad ogni modo, in qual proporzione, quell'esigua porzione di sì maestoso edifizio, e la cui destinazione è ivi così dissimulata persino, sarebbe contemplata come a carico, per la imposta del parroco, e forse a paro di qualche altro addetto alla precipua destinazione del tempio?

Tutto ciò mi persuade, o signori, di più in più, che senza anche esplicite dichiarazioni nella legge, lorchè si tratterà della sua applicazione, non dubbia ne risulterà l'intelligenza e l'eseguitabilità, quale io la suppongo e sostengo. E così in altre ipotesi di località e di condizioni de' parroci.

**PRESIDENTE.** Prego il signor senatore a voler notare (e in questo io compio ad un dovere ben spiacevole per me, interrompendo il discorso di persona che stimo altamente) che ella non ebbe la parola se non per svolgere la sua aggiunta. Ora nella sua aggiunta non si parla punto di parroci o case parrocchiali; si parla di stabilimenti ed edifizii destinati a pubblica beneficenza...

**DE FORNARI.** Ad altri non si vieta...

**PRESIDENTE.** Le ho già fatto osservare che il turno di deliberazione sugli emendamenti rimane aperto anche dopo l'ammissione dell'ordine del giorno di cui si parla. Intanto le rammento che ella ebbe da me la parola per sviluppare e chiarire la sua aggiunta, ma non per sostenere gli emendamenti degli altri proponenti.

**DE FORNARI.** Io intendeva trattare appunto l'argomento della mia proposizione di aggiunte all'articolo delle esenzioni, quarto del progetto, premettendo motivi per cui non credeva necessario di annoverarvi gli alloggi, le canoniche assegnate ai parroci, perchè le riguardavo come evidentissimamente già esenti giusta la letterale intelligenza e la possibile applicazione del progetto stesso, qual è della legge.

Nondimeno, per obbedienza all'illustre presidente, trincerò ogni mio dire sui parroci, e mi affrettò a spiegarmi in proposito delle mie aggiunte ripartitamente.

Con esse primieramente, e precipuamente intendo neppure, forse, introdurre, ma rendere esplicita e generalizzata la esenzione dei fabbricati per pubblica autorità impiegati ad uso pubblico, e così per destinazione, esclusi dalla produzione di un reddito a chicchessia: a ciò mirano i due primi alinea della mia aggiunta. (*Rilegge la proposizione — Vedi sopra*)

Questa doppia espressione è quasi letteralmente copiata dai primitivi elementi del progetto di questa legge, che conosco autenticamente.

Era nella mente del primo introduttore benemerito di questo progetto di escluderne tutti quegli edifizii che erano de-

stinati, impiegati attualmente ad uso pubblico. Io credo si debba intendere in tali qualificazioni compresi, oltre quelli, anche accessoriamente dedicati al culto religioso, e così anche i conventi generalmente, quelli di beneficenza pubblica, per pubblica istruzione, ed altre simili cause di pubblico interesse (ben inteso non appartenenti a privati, e non produttivi di reddito, poichè altrimenti è ovvio che sarebbero a carico del proprietario, soggetti alla imposta); io credo che virtualmente, ossia secondo lo spirito della legge, queste esenzioni vi siano comprese; e solo per non maturata omissione non si trovino espresse nel progetto, e siano da aggiungersi razionalmente, necessariamente, perciocchè gl'istessi motivi, le stesse considerazioni militano per esse come per quelle esplicitate più o meno nel progetto, e l'omissione genererebbe incertezze, imbarazzi a carico dell'amministrazione, complicazioni superflue, e vessazioni non eque agli amministrati.

Succede un secondo alinea, correlativo al primo.

Io ho considerato che tuttavia qualcheuno di questi stabilimenti aventi tali destinazioni, possa trovarsi (con cognizione di causa, è da supporre, nel sistema amministrativo precedente) assoggettato all'imposta, e nascerebbe in questo caso il dubbio se l'esenzione dovesse sostituirsi in applicazione di questa legge.

Se si trattasse di un esame profondo e maturo, quale si dovrebbe poter fare ordinariamente, è ben ovvio, che non avesse a prescindere dal provvedersi ad un'uniforme decisione; ma, essendo questa legge urgente, esigente tuttavia pur troppo incumbenti per la sua applicazione, la quale è d'altronde provvisoria, e come a me pare doversi ritenere, annuale, mi parve potersi attenere alla presunzione nascente dallo stato delle cose in corso, e non aversi a provvedere appositamente.

Questo è l'oggetto del secondo alinea della mia aggiunta.

Viene un ultimo alinea che mi pare accettabile per l'interessamento che meritano le classi misere, e che a ciò milita ancora la stessa considerazione di evitare i superflui o sproporzionati incumbenti ed imbarazzi all'amministrazione ed agli amministrati, e incongrue e penose inchieste pure, di cui la proprietà non sia che un contrasto doloroso, perchè sterile nell'abituale miseria; l'amministrazione abbisognando tuttavia che la legge la esenti appositamente dall'applicazione, in simili casi, della legge, non parmi bisogno di aggiungere parole e considerazioni in proposito.

Per questi casi e per ben altri ancora io lascierei assai latitudine all'amministrazione, sotto la direzione naturalmente del Ministero, e in via di apposito regolamento e decisioni, ove d'uopo, deferibili consultivamente al Consiglio di Stato.

Questi sono i motivi che mi sono sembrati dover motivare l'aggiunta. Senza quest'aggiunta, la legge mi pare incompleta, e non equa; e non avrebbe il mio voto.

Mi riservo a parlare ulteriormente contro l'ordine del giorno, quando la discussione sarà aperta, e tanto più se esso può risultare ad impedimento delle da me proposte ed equivalenti aggiunte e modificazioni.

**PRESIDENTE.** La discussione è aperta, anzi prossima ad essere ultimata...

La parola è al senatore Luigi di Collegno.

**DI COLLENO LUIGI.** Quando io domandava la parola, aveva cessato di parlare il signor guardasigilli sulla condizione dei parroci e dei religiosi mendicanti. Io sarò breve, e mi limiterò unicamente a proporre al Senato una osservazione.

Le parole dette dal signor ministro (e non parlerò di quanto è stato detto dopo, sopra di che avrei altresì a fare alcune os-

servazioni, se non fosse ancora da verificare l'appoggio da prestarvi dal Senato), furono da me intese con molta soddisfazione.

La sua intenzione favorevole anche ai parroci, dei quali l'ordine del giorno proposto ieri dall'onorevole senatore Sclopis non faceva menzione veruna, mi renderebbe più propenso a favore dello stesso ordine del giorno, qualora questa intenzione fosse tradotta in fatto, inchiudendovela, come il signor ministro ne espresse il pensiero.

Tuttavia io credo dover aggiungere una osservazione. Ieri già aveva avuto l'onore di esporre al Senato come io considerava il parroco, ministro della chiesa, nella condizione del coltivatore addetto alla terra; in conseguenza di che poteva trovarsi un'analogia molto valida per farlo godere di quella esenzione di cui gode il coltivatore addetto al terreno.

Ma lascio da parte per ora la condizione del parroco di essere ministro della chiesa, e ravviso in esso un'altra qualità essenzialissima, che è quella di essere padre de' suoi poveri parrocchiani. Io sento con molta soddisfazione che il signor ministro ci dica che per i parroci, la cui congrua, oppure il cui beneficio non sia tale da poter sopportare senza grave incomodo il peso di questo tributo, il Ministero sia disposto di venir in loro soccorso. Ma questo non scioglie, secondo me, l'altra difficoltà che è gravissima.

Il parroco, come padre de' suoi poveri parrocchiani, ha una famiglia per la quale, per quanto essa possieda, non avrà mai, non dirò di troppo, ma abbastanza. Qualunque cosa adunque si sottragga a questi parroci, si sottrarrà ai poveri. Quanto poi a tutto quello che si chiamerebbe superfluo in un'altra persona, non è mai superfluo ad un parroco; anzi gli è sempre strettamente necessario, finchè avrà nella sua parrocchia una persona cui manchi il pane per sé o per la sua famiglia.

Noi sappiamo che molti parroci ne danno l'esempio, anzi la maggior parte delle loro sollecitudini sono spese in favore di queste famiglie. Io domando se non sarebbe una vera pena pel parroco il doverci vedere diminuiti quei mezzi che avrebbe per sollevare questi poveri. Desidero, per conseguenza, che sia presa in considerazione la condizione dei parroci, non solamente in quanto a ministri della chiesa (quando si creda che questa non sia sufficiente per ottenere una dispensa a loro favore), ma che sia presa anche in considerazione la condizione loro di padri dei poveri che sono nelle rispettive parrocchie. Se questa condizione valesse, come varrebbe per me nel votare questa legge affine di ottenere loro un'esenzione di tributo, io mi reputerei fortunato di potere fare partecipare i miei onorevoli colleghi a questa mia opinione. Ma in ogni modo quando non prevalesse, io desidererei che presso il Ministero si prendesse per base non solamente la condizione personale dei parroci, ma anche il bisogno in cui sono (molto più poi nei paesi rurali dove abbondano i poveri) che loro sia conservato il mezzo di venire in soccorso dei parrocchiani bisognosi.

**ARNULFO**, commissario regio. Le cose fin qui dette mi obbligano di aggiungere alcune osservazioni, e di richiamare la discussione ai suoi primi termini.

D'uopo è di ricordare, che il tributo si vuole imposto sulla terra, sul fondo, sul fabbricato; dico sulla terra, dico dovuto dalla terra e non pagato dalla terra, come taluno degli onorevoli senatori accennò, in quanto che ognuno sa che nei primordi delle società il tributo si pagava in natura mediante una quota di frutti, di prodotti; perciò ben puossi affermare dovuto dalla terra, sebbene in ora si paghi in danaro, rappresentante dei valori, per facilitare i cambi; sebbene quando

ai fabbricati non si possano nel rigore del termine dire produttivi di frutti materiali come i terreni coltivati.

Se si dimentica che l'imposta colpisce il fondo, ne vengono tutte le conseguenze che si sono di mano in mano dedotte nella discussione, e le relative proposte d'emendamenti inconciliabili collo scopo della presente legge; vale a dire, le esenzioni che si sono andate fin qui proponendo, le quali sono le conseguenze del considerare in questa legge contemplata la persona del debitore indipendentemente dal fondo, a vece che questo, e non il debitore è da considerarsi.

Già ebbi l'onore di dire al Senato, che qui si tratta di supplire alla mancanza di un catasto, e quando si farà un catasto, e sempre quando si è fatto un catasto, colui il quale è incaricato di determinare il valore del reddito imponibile di ciascheduno stabile, non ebbe e non avrà mai permissione di indagare a chi lo stabile appartenga, ma bensì di verificare quale esser possa il suo reddito imponibile.

Fa d'uopo considerare i fondi in se stessi, le case in se stesse, fatta astrazione assoluta dell'abitatore da ogni circostanza di persone; senza del che si aumentano gli inconvenienti, si accrescono le esenzioni delle quali non si conoscerebbe il limite, esenzioni alle quali venne accennando colla sua proposta l'onorevole senatore De Fornari...

**DE FORNARI**. Domando la parola per un fatto personale...

**ARNULFO**, commissario regio... il quale non si accontenterebbe più dell'esenzione a favore dei parroci e dei mendicanti, ma vorrebbe fosse estesa alle opere di beneficenza, a certe classi di persone meno facoltose, e via dicendo.

Così facendo, lo scopo della legge è fallito, lo scopo che noi ci proponiamo è perduto, poichè allora bisogna stabilire per base che le persone e non la casa decide se debba questa essere assoggettata a tributo, determinare che lo stabile pagherà secondo che sarà abitato da una o da altra persona o corporazione. Il Senato vede quale legge sarebbe questa; diventerebbe personale e non prediale: vede il Senato a quali conseguenze saremmo condotti.

Quando si trattasse di un'imposta personale, forse troverebbero luogo simili indagini; ma trattandosi di un'imposta prediale, credo che non si possa partire dalla condizione dell'abitante della casa per inferirne, se debba o no soggiacere al tributo.

Un'altra conseguenza ne nascerebbe adottandosi le proposte esenzioni di tributo determinate dalla persona del possessore: conseguenza che si risolverebbe in vera ingiustizia.

Abbiamo il tributo prediale da lungo tempo stabilito mercè i catasti che colpisce i fondi rurali fruttiferi indistintamente, niun riguardo avuto nè alla persona nè alla ricchezza del possessore.

Io domanderei se per l'imposta sui fabbricati si vuole fare la distinzione che non è fatta per i fondi fruttiferi. Se si facesse, la conseguenza, l'ingiustizia è evidente; cioè sarebbesi una diversa base, una diversa norma per il tributo prediale, secondochè si tratta di fondo fruttifero o di casa.

Il catasto determina il reddito imponibile di ciascuna frazione di terreno, comunque piccola, e si paga per esso il tributo chiunque sia il possessore; per contro, per le case, la cosa riuscirebbe tutto al contrario. Quindi i possessori di fabbricati sarebbero in migliore condizione, senza che vi sia ragionevole motivo di così determinare; sarebbe quindi ingiusta una disposizione di legge che a ciò conducesse.

Si addusse da taluni, rapporto ai parroci, che le viste del Governo non debbono estendersi solo a sussidiare quelli di

essi i quali si trovano in istrettezze, ma debba pure avere dei particolari riguardi per quegli altri che non si trovano esattamente in tal condizione; e ciò per motivo che costoro sono in obbligo e praticano, generalmente parlando, di distribuire il superfluo ai poveri. Si dice per conseguenza: tanto togliete ai parroci, tanto di meno questi daranno ai poveri, quindi l'imposta ricade a danno di costoro. Io premetterò che forse si esagera il peso, il rilevare del tributo che si vuole addossare ai parroci, in quanto che il fitto presunto delle loro case, generalmente parlando, è di poco riguardo, perchè trattandosi di case parrocchiali che sono situate in piccoli comuni, ognuno sa che ivi i fitti sono tenui e che per conseguenza una casa di un parroco, anche di discreta ampiezza, quando venga calcolata del reddito da 100 o 150 lire, l'imposta non sarà maggiore di 8, 10 a 12 lire all'anno, ed ognuno vede che non solo non è gravosa, ma neppure di grande importanza. Mi si dirà: non è di grande importanza? dunque si condona. Io dico: non essendo di grande importanza, dunque si paghi per non pregiudicare un principio che sconvolgerebbe la base dell'imposta. È vero che vi sono dei parroci i quali possiedono nelle città più cospicue case, le quali saranno quotate di qualche somma maggiore, ma in tal caso essi sono provvisti di piuttosto abbondanti rendite, quindi ponno fare il relativamente tenue sacrificio dell'imposta per sopporre ai bisogni dello Stato, come lo fanno gli altri cittadini, astretti pure a limitare le loro spese e le loro elemosine per sopprimerli.

Che se la considerazione dell'uso che facciano i parroci facoltosi del superfluo potesse determinare dei riguardi, allora farei presente al Senato che non si usano uguali riguardi direttamente ai poveri assoggettati all'imposta; e dico poveri relativamente, quando possiedono un piccolissimo campo, una tenue proprietà fruttifera o fabbricata. Costoro dovrebbero pagare non ostante che le loro risorse in confronto di quelle del parroco siano considerevolmente minori e le une stieno alle altre come il povero sta al ricco. A questi adunque si userebbero dei riguardi perchè possa fare l'elemosina, e a quelli non se ne userebbero sebbene sia degno di essi.

Ciò tutto conduce a concludere doversi avere sempre in mira nella discussione, che questa legge tende a supplire provvisoriamente alla formazione del catasto delle case; che bisogna considerare il fondo e non considerare il possessore, non bisogna considerare l'uso più o meno collaudabile che si faccia da questo dei redditi, altrimenti ne vengono tutte le pregiudicievole ed imbarazzanti conseguenze che formano l'oggetto degli emendamenti proposti, ai quali, compresi anche quelli del senatore De Fornari, il Governo non potrebbe, per le ragioni addotte, aderire.

**PRESIDENTE.** Malgrado gli sforzi da me fatti perchè la serie delle discussioni si contenesse entro quei termini regolari che avevo avuto l'onore di proporre e di spiegare al Senato, il mio divisamento è stato poco fortunato; forse perchè la correlazione della materia era tale, che potea facilmente farsi invasione da uno in altro argomento.

Io mi proponeva adunque di interrogare il Senato se non credeva che la questione fosse bastantemente dibattuta, e fosse perciò venuto il momento di richiamarla al punto d'onde fu mossa, vale a dire alla deliberazione che bisogna prendere preventivamente sull'ordine del giorno motivato del signor senatore Sclopis.

**DE FORNARI.** Domando la parola. (*Harità*)

**PRESIDENTE.** Viene però in acconcio a risparmiare al presidente questo odioso ufficio la proposta che mi si fa da otto senatori, in coerenza al nostro regolamento, nella quale

chiamano la chiusura della discussione. Secondo il nostro regolamento non è lecito, contro la chiusura, parlare che ad un solo oratore; se quindi qualcheduno vuol sorgere, chiegga la parola.

**GALLINA.** Quantunque l'ordine del giorno proposto sia stato accettato dal Governo, io credo tuttavia che esistono ragioni abbastanza gravi perchè si debba lasciare aperto il campo ad ulteriore discussione sopra l'ammissione o no di questo ordine del giorno, e che quindi la chiusura sotto questo punto di vista non sia per il momento troppo opportuna.

Egli è perciò che mi oppongo alla proposta chiusura della discussione.

**PRESIDENTE.** Pongo ai voti la chiusura; chi l'approva voglia levarsi.

(È approvata.)

Metto ai voti l'ordine del giorno motivato del signor senatore Sclopis.

**COLLA.** Mi pare che sarebbe meglio prima darne lettura.

**PRESIDENTE.** L'ho già letto, però se vogliono che lo rilegga, io lo rileggerò.

(Il presidente rilegge l'ordine del giorno Sclopis — Vedi in seguito.)

**COLLA.** La Commissione ha accettato l'ordine del giorno proposto dal senatore Sclopis, ma allora quando la Commissione vi aveva aderito non conosceva ancora la dichiarazione fatta oggi dal signor guardasigilli relativamente ai parroci, persone certamente meritevoli di ogni riguardo, e che nessuno può contrastare essere i coltivatori più operosi della vigna del Signore, persone che rendono importantissimi servizi, non solo per la salute delle anime a loro confidate, ma anche allo Stato, per il sostegno che danno al Governo in qualunque modo sia costituito.

Io credo che l'onorevole senatore Sclopis, amico mio, autore dell'ordine del giorno, non incontrerà alcuna difficoltà a che si faccia un'aggiunta al suo ordine del giorno, la quale estenda le disposizioni benefiche manifestate dal commissario del Re, e dal ministro guardasigilli, anche ai parroci i quali si trovassero in istrettezze tali, per cui loro riuscisse grave il soddisfare all'imposta di cui si tratta.

**SCLOPIS.** Il mio ordine del giorno aveva per oggetto l'agevolare la risoluzione delle questioni che si erano sollevate, e l'avviare questo articolo ad una pronta risoluzione.

I miei voti non furono compiutamente adempiuti, nè io sarei talmente divergente dal medesimo, che voglia con qualunque parola sul mio ordine del giorno prolungare la discussione.

Io mi restringo pertanto a dire, che accetto perfettamente l'aggiunta che l'onorevole mio amico e collega, il signor senatore Colla, intende di proporre; che anzi mi pare che fin da ieri, quando si parlò dei parroci, io dichiarai che non solamente era riguardo di beneficenza, ma che era debito di giustizia per il Governo il soccorrere i parroci nella parte che loro abbisognava, considerandoli come esercenti un ufficio importantissimo, così nell'ordine religioso, come nell'ordine morale.

**PRESIDENTE.** Facendomi lecito di aggiungere all'ordine del giorno motivato dal senatore Sclopis la dichiarazione ora fatta, l'ordine del giorno sarebbe così concepito:

« Il Senato prendendo atto delle dichiarazioni del Ministero, che l'esenzione dall'imposta di che si tratta, e di cui all'articolo 4 del progetto, si debba intendere estesa anche alle case abitate esclusivamente da quelli che attendono personalmente alla costituzione dei terreni annessi: e che quanto alle case parrocchiali e agli Ordini mendicanti si avranno i

medesimi riguardi di equità che si convengono, senza però ledere il principio della legge in ordine alla estensione del tributo a tutti indistintamente i fabbricati, alla riserva delle eccezioni specifiche contenute nel suddetto articolo 4, passa all'ordine del giorno. »

Chi approva l'ordine del giorno quale ho avuto l'onore di leggere voglia alzarsi.

(È approvato.)

Viene ora il turno degli emendamenti, poscia dell'aggiunta De Fornari.

Il primo emendamento è quello del signor senatore Di Castagnetto, il quale proponeva che il favore dell'esenzione, di cui si parla nel paragrafo 2 dell'articolo 4, già da tre giorni in discussione, si estenda anche alle case parrocchiali; siccome quest'emendamento è di natura distinto, affatto separato ed indipendente dall'emendamento Fantini che riguarda gli ordini mendicanti...

(Alcune voci interrompono, dicenti essere già stati reietti gli emendamenti col l'ordine del giorno Sclopis.)

L'ordine del giorno vuol dire passare o ritornare a ciò che dapprima era in discussione: e siccome non altro era in discussione che l'accettazione o la reiezione degli emendamenti, io aveva già prevenuto questo dubbio, allorchè dirigevo poco fa analoghe osservazioni al signor senatore De Fornari. (Nuove interruzioni)

Debbo porre ai voti separatamente i due emendamenti: il primo che è quello del signor senatore Di Castagnetto, il quale consiste...

**DI CASTAGNETTO.** (Interrompendo) Io m'era già unito...

**PRESIDENTE.** Ciò non fa che essendo la materia distinta, non debba distintamente votarsi sopra uno ed altro emendamento.

L'emendamento dunque del signor Di Castagnetto consiste nelle parole: « Le case parrocchiali. »

Chi lo approva voglia levarsi.

(È rigettato.)

Pongo ai voti l'emendamento Fantini, il quale consiste nelle seguenti parole: « I conventi e monasteri degli Ordini mendicanti. »

(È rigettato.)

Metto ai voti l'emendamento od aggiunta De Fornari; ma siccome questa non era ancora stata appoggiata, interrogo il Senato dapprima se vi ha chi intenda di appoggiarla.

(Non è appoggiata.)

In conseguenza non ha quell'aggiunta ulteriore corso.

Ora viene il turno del secondo paragrafo dell'articolo 4 proposto dal Ministero.

(Il Senato adotta.)

Propongo la votazione dell'intero articolo 4.

(Il Senato adotta.)

Leggo l'articolo 5:

« I proprietari, possessori o amministratori di case ed edifi-  
zi, dovranno nel termine di sessanta giorni dalla promulga-  
zione della presente legge, farne esatta consegna al sindaco  
del comune in cui questi sono posti, indicandone la situa-  
zione, qualità ed uso, e il reddito brutto effettivo o presu-  
mibile.

« Le consegne potranno farsi in carta libera. »

Se non chiedesi la parola, lo porrò ai voti.

Chi approva l'articolo 5 voglia sorgere.

(È approvato.)

Do lettura dell'articolo 6:

« A corredo delle consegne di locali pigionati, il conse-  
gnante sarà tenuto di unire le scritture originali di loca-

zione o copia di esse in carta libera da lui firmata; ed in mancanza di scritture, presenterà una dichiarazione firmata da esso e dall'inquilino, dalla quale apparisca l'entità della cosa locata e l'ammontare della pigione.

« In difetto di tale corredo, la consegna si avrà per non eseguita nella parte per cui mancano i documenti.

« Nel caso d'impossibilità del consegnante a procurarsi la firma dell'inquilino per la dichiarazione sovra accennata, egli dovrà farne menzione espressa nella dichiarazione medesima, accennandone le cause. »

Se non vi è chi parli,avrò l'onore di porlo ai voti.

Chi approva l'articolo 6 sorga.

(È approvato.)

Leggo l'articolo 7:

« I fabbricati che ottennero esenzioni temporarie di im-  
posta, saranno pure consegnati; ma l'imposta non sarà ri-  
scossa se non in quanto possa esserlo a termini delle rispet-  
tive concessioni. »

Chieggo il voto del Senato sull'articolo 7.

Chi intende approvarlo voglia levarsi.

(È approvato.)

Viene ora l'articolo 8 concepito in questi termini:

« Chi ommettesse la consegna del reddito nel termine stabi-  
lito, incorrerà in una multa od ammenda eguale al triplo della  
tassa dovuta pel reddito non consegnato; se la consegna fatta nel  
detto termine sarà minore del vero, il consegnante incorrerà  
per la parte ommessa nella stessa multa od ammenda, quando  
si tratti di pigioni reali, qualunque sia l'infedeltà della stessa  
consegna. E nel caso in cui si tratti di pigioni presunte, non  
si farà luogo all'applicazione della multa, od ammenda anzi-  
detta, tranne quando il divario sia maggiore del quarto, »

**DELLA TORRE.** Quant aux maisons de campagne...

**PRESIDENTE.** Forse il signor maresciallo non ha presente  
che già nella seduta di ieri si fece un'interrogazione presso-  
chè eguale: il signor commissario regio ha risposto a propo-  
sito di queste case di campagna che si affittano con mobili,  
che sono solamente soggetti al tributo i fabbricati: che non  
poteva perciò quell'industria di appigionare case mobigliate  
essere colpita da questa legge. In quanto poi a quelle case  
che non sono mai state affittate nè con mobili, nè senza, avvi  
un separato articolo della legge, che dichiara in qual modo  
debba procedersi, allorchè il proprietario non può trarre al-  
tronde gli elementi della propria denuncia.

**ALFIERI.** Domando la parola. Io intendevo di pigliare la  
parola per toccare appunto lo stesso dubbio ora osservato  
dall'onorevole maresciallo Della Torre. Infatti si legge in fine  
dell'articolo ottavo:

« E nel caso in cui si tratti di pigioni presunte, non si  
farà luogo all'applicazione della multa od ammenda anzidetta,  
tranne quando il divario sia maggiore del quarto. »

Giusto è il principio di cui si tratta, ma non pare a me  
che risulti in modo chiaro che la giustizia abbia in ciò rag-  
giunto il suo vero scopo.

Infatti, come ha osservato l'onorevole preopinante, sonvi  
degli edifi-zi, i quali difficilmente potranno essere apprezzati  
nel loro valore, in modo che nel caso ivi contemplato ne  
possa succedere l'applicazione della sanzione della legge.

Da coloro che hanno scritto sopra simile materia si dice  
che quando si parla di una tassa sovra il reddito delle case,  
s'intende di un reddito attuale e permanente.

Nelle altre legislazioni abbiamo esempi di più o meno retta  
applicazione di questo principio. Così, per esempio, nella  
legge inglese che regola l'assessed tax, è stabilito che le case,  
i locali non appigionati non debbono andare soggetti a tassa;

una simile esenzione introdurrebbe nella nostra legge gravissime complicazioni, cui difficilmente si potrebbe soddisfare con termini generali, e non so se di presente la legge inglese sia stata in qualche parte modificata; ma tuttavia veniamo a riconoscere che nei trattati di economia politica si trova contemplata tale materia, che in altre leggi fu la difficoltà prevista e fu data una base qualunque d'apprezzazione, scartando alcuni casi in cui questa diveniva quasi impossibile.

Addurrò più d'un esempio di queste norme d'apprezzazione.

L'onorevole signor ministro delle finanze, che propose questa legge, è stato egli stesso benemerito amministratore dell'ospedale di San Giovanni; se lo fosse adesso, e avesse l'incarico di apprezzare il valore presumibile locativo dell'ospedale di San Giovanni si troverebbe in grandissima difficoltà.

In questa condizione ci troviamo ora alcuni di noi, che abbiamo l'onore di essere amministratori delle principali opere pie di Torino.

Quello che io dico dell'ospedale di San Giovanni, per un esempio forse che cade maggiormente in acconcio, si può dire di molti altri edifici e di molte case di campagna e di molti edifici che non sono nemmeno case di campagna, ma che direi edifici contribuenti alla bellezza del nostro paese, dei quali sarà difficile l'estimazione, perchè non essendovi base determinante, si può facilmente cadere nell'arbitrio nella loro valutazione, senza che vi sia nessuna colpa in chi deve fare la consegna che dalla legge si richiede.

Credo quindi che in questa parte la legge dovrebbe essere migliorata, e si dovrebbe togliere, o di molto diminuire quella sanzione penale comminata nell'ultima parte dell'articolo ottavo.

**DI POLLONE.** Domanderei la parola, e pregherei il commissario regio a volermela lasciare, perchè avrei qualche difficoltà da sottoporre al Senato, a cui forse potrebbe soddisfare con una sola risposta.

Come senatore, mi era riservato, allora che si trattò di questa legge dalla nostra Commissione, la facoltà di sottoporre alcuni dubbi al Senato sulla sua esecuzione; molti di questi dubbi sono stati accennati, assai meglio di quello che io avrei potuto fare, dal signor senatore Alfieri oggi, e dal senatore Di Collegno ieri: versano gli uni e gli altri sul modo di eseguire questa legge.

Aggiungerò adunque alcune altre difficoltà che a parer mio debbono rendere assai difficile l'attuazione dell'imposta di che trattiamo.

Il signor commissario regio diceva in principio della nostra discussione che questa legge sarebbe di facile esecuzione; io invece la considero di difficilissima, mentre non vedo norme per evitare inconvenienti gravissimi, insuperabili.

Sarà eseguibile in Torino ed in Genova, ma, lo ripeto, non nelle provincie. Senza riparlare a lungo delle ville di cui già si è trattato dal senatore Di Collegno nella precedente tornata, non è meno vero che presenteranno gravissime difficoltà, non solo perchè il valore che se ne trae dipende principalmente dai mobili che le guarniscono, ma perchè solo durante tre, quattro o cinque mesi dell'anno possono veramente essere utilizzate.

Queste ville avranno un maggior valore se saranno o no circondate da ameni giardini, o se il loro accesso sarà più o meno facile; ma come apprezzare queste peculiari circostanze?

Ognuno sa poi anche che una villa si pigionerà anche a caro prezzo un anno, ma che può stare; anzi accade spesso,

due e tante volte tre e più anni senza appigionanti; quindi io non vedrei come un proprietario coscienzioso possa dare un valore costante locativo alla sua proprietà, senza cadere negli inconvenienti segnalati dal senatore Alfieri. Sarà colpevole quel proprietario che, fatta secondo il suo giudizio la detrazione del valore dei mobili e calcolando sovra una media di tre anni la possibilità di una locazione, e reputando la sua villa locabile per solo tre mesi, darà un valore alla sua proprietà, per modo d'esempio, di lire seicento, quando invece l'agente governativo argomentando che se per tre mesi vale seicento, deve necessariamente essere tassata per tutto l'anno, e così 1200?

Non so poi nemmeno che valore locativo si vorrà dare in molte città di provincia agli alloggi, mentre voi sapete, o signori, che l'entità delle pigioni può dipendere dalla concessione o dal ritiro di guarnigione, che aumenta o diminuisce il valore locativo. Così si dica pure della città di Nizza Marittima. Le case di Nizza hanno un grandissimo valore nell'inverno in cui accorrono forestieri da ogni parte; ma venga un dubbio di invasione di morbo asiatico, venga un dubbio di guerra, come già accadde in questi ultimi anni, le case di Nizza saranno deserte, e allora i proprietari non ne pagheranno meno la tassa secondo la nuova legge, senza ritrarre alcun vantaggio dalle loro proprietà; così si dica delle località in cui esistono terme; nei tempi normali sono frequentate; per lo contrario sono deserte quando minacciose nubi si addensano sull'orizzonte.

Per istabilire questi valori che non si possono determinare dal proprietario coscienzioso, qualora questi non voglia mettersi a confronto di una comminazione della legge, dirà: si facciano valutare; ma allora, o signori, l'onestà, la buona fede sarebbe in balia dell'arbitrio il più assoluto, arbitrio che mi fa temere grandissimamente.

Potrei citarvi dei casi per cui verrebbe di leggieri giustificato questo timore, se non temessi veramente di porre esempi così ridicoli da non essere degni della gravità di questo Consesso, notare strafalcioni in cui sono talvolta caduti periti legali da muovere le risa.

Mi restringerò a dire che, proprietario di un cospicuo corpo di casa, mi venne il pensiero allorchè viveva l'odiosa legge del diritto di insidenza (legge appropriata all'epoca in cui emanava e che la nostra Torino era ristretta fra anguste mura, ma che non calza più con gli imprescrittibili diritti della proprietà e coll'eguaglianza consacrata nei nostri tempi, ma che pure, mirabile esempio della versatilità umana, vorrebbe da taluni vedere richiamata a novella vita; in altri termini, che la nostra Società voltando la prora si avviasse a piene vele verso il medio evo, risultato che, ne ho l'intima fiducia, non si vedrà più) allora quando, dicevo, questa legge esisteva, per evitare discussioni, mi venne in pensiero di fare stimare la mia casa, e per essere certo della giustizia dell'estimo che si produsse da un mio perito, lo feci rifare da uno dei periti del vicariato e quindi da un terzo perito, senza comunicare all'uno il lavoro dell'altro perito.

Ebbene, vi posso accertare e potrei tuttodì dimostrarvelo come nessuno dei tre periti cadde d'accordo, e come talvolta l'istesso perito dava un prezzo maggiore o minore ad un alloggio, ad una camera di eguale condizione.

Questo esempio, signori, vi provi una volta ancora la fallacia del giudizio umano.

Ma a questo pericolo di fallace giudizio dovranno sottostare i proprietari più coscienziosi. Ecco a che si saranno esposti i cittadini quando si verrà a stimare le loro case, e si troveranno in balia dell'ignoranza, talvolta del capriccio di

periti che giudicheranno senza norme di sorta, i quali si troveranno a dovere pronunciare sovra circostanze di una variabilità infinita, senza direzioni, senza basi.

Riconosciuta questa difficoltà, mi pare che un solo mezzo vi sarebbe di ovviarvi. Questo mezzo si è, e lo propongo, che contemporaneamente alla legge, il Ministero emani un regolamento d'amministrazione pubblica, da approvarsi con decreto regio, il quale fosse stato discusso e ponderato dal Consiglio di Stato, perchè questo corpo, composto com'è, d'uomini assennati e saggi, fisseranno, non tutte le circostanze in cui quest'arbitrio possa essere ristretto, poichè sarebbe cosa, se non impossibile, almeno difficilissima, ma potranno additare il mezzo di ridurre a minimi termini la possibilità dell'arbitrario.

Io avrei fatto, anzi me ne era riserbata, lo ripeto, la facoltà nella Commissione, un emendamento che avesse aggiunta tale disposizione; ma siccome riconosco l'utilità ed il bisogno impellente che sia prontamente votata questa legge, me ne astengo e mi accontenterei di una dichiarazione del signor commissario regio o di uno dei ministri, che questo mio voto, che spero diviso dall'intero Senato, sarà eseguito quantunque non stabilita la cosa nella legge.

**ARNOLFO, commissario regio.** Mi fo dovere di rispondere alle osservazioni che mi vennero fatte dagli onorevoli due preopinanti, e comincerò da quella che l'ultima fu fatta, in quanto che comincia da una considerazione generale, ed è che io abbia affermato che questa legge è di facile esecuzione.

Io credo che nel maggior numero dei casi sia veramente di facile esecuzione, senza che però, con questo mio dire, io voglia escludere le eccezioni; anzi dirò che le eccezioni confermano la regola.

Io dico che è di facile esecuzione trattandosi di legge provvisoria, in quanto che, siccome prende per base gli affitti, io credo che le case soggette ai tributi sono nel considerevole maggior numero affittate, e che per conseguenza non riesca difficile il rintracciare quale sia il reddito, e per conseguenza la legge presenti da questo lato nella sua generalità una sufficientemente facile esecuzione. Ma, ripeto, ammetto l'eccezione, e l'eccezione venne viemmeglio dimostrata dalle osservazioni fatte dall'onorevole senatore. Niun dubbio che è più facile il valutare quale debba essere il prezzo di locazione di un alloggio abitato, solito ad affittarsi, di quello che lo sia un fabbricato che abbia certi usi particolari, certi usi di beneficenza, certe speciali destinazioni, come, per esempio, opportunamente si accennava l'ospedale di San Giovanni.

Ma questa difficoltà io non la credo insuperabile, e per ciò solo che una legge presenta delle difficoltà in alcuni casi, io credo che non si debba rifiutare, supponendo impossibile il superare la difficoltà medesima.

Tornerò a dire: trattasi di supplire provvisoriamente, per le case, alla mancanza di catasto; suppongasì che domani il Governo ed il Parlamento consentano in una legge che ordini la formazione del catasto dei fabbricati; ed io chiederò se sia credibile che non si trovi modo di determinare quale sarà il reddito imponibile della natura di stabili cui accennano i preopinanti. Dirò di più: a questa domanda il fatto risponde. Abbiamo le provincie staccate dal ducato di Milano, le quali sono soggette a tributo secondo i catasti fatti sotto quel precedente dominio, catasti i quali comprendono tanto il suolo fabbricato quanto il suolo fruttifero; là si è trovato modo di calcolare il reddito imponibile, il valore locativo di tutte indistintamente le case, comprese quelle che hanno le speciali destinazioni d'ospedale, d'ospizio, e simili.

Niun dubbio, ripeto, che ciò avrà costituito una difficoltà,

ma il fatto la dimostra non insuperabile. Si parlò pure delle villeggiature, dei casini, per i quali vi sarà pure da superare difficoltà; ma io dirò: o queste case sono abitate dal proprietario o sono affittate; se non sono abitate, per verità io credo che non dureranno molto, e dubito che ve ne esistano, perchè credo non vi sia chi abbia convenienza di tenere uno stabile il quale mai lo abiti, del quale mai si serva: sarà abitato per uno, per tre mesi, sarà abitato per cinque mesi od anche per minore tempo, per volontà o per necessità del proprietario; ma intanto chi ha la disponibilità di questo fabbricato, ne profitti o non ne profitti, ha il vantaggio di poterne profittare, volendo, e ciò basta perchè debba considerarsi come abitato.

D'altronde, se questa villeggiatura si pone in commercio, troverà acquirenti perchè le case non sono invendibili ad un prezzo qualunque. Saranno vendibili ad un prezzo infimo se si vuole; ma un prezzo lo avranno, e da questo prezzo si potranno prendere dei dati; dal presumibile prezzo di vendita col mezzo di perizie, per le quali l'arte ha le sue regole, si potrà desumere quale sia il reddito imponibile di tale natura di capitale immobile.

Ma si osservò che le perizie non sempre giovano a stabilire con giustizia i valori ed i prezzi presumibili; ma io osserverò all'onorevole senatore preopinante, che questo inconveniente lo credo annesso alla natura umana, all'imperfezione degli uomini e delle loro istituzioni, ma costituisce l'eccezione, non fa massima. Non ostante alcuni eccezionali inconvenienti derivanti da perizie, noi vediamo sempre affidato a periti, e dai magistrati e dal Governo e da chi ha ingerenza negli affari, il giudizio sulle cose che dipendono dall'arte e dalla scienza. Succederanno anche a questo proposito degli errori; ma ciò non farà che da un caso si debba argomentare alla generalità dei casi, pei quali riteniamo come inconcusso principio, che la perizia sia un giudizio equitativo di approssimazione, se non d'assoluta giustizia; quindi, allorchè si ricorrerà ai periti per determinare il reddito presumibile degli stabili, avremo impiegato quel mezzo migliore che è dappertutto praticato.

Abbiamo, per esempio, il Belgio il quale non ha guari fece il suo catasto del quale fanno parte le case, e fra queste ve ne sono certamente di campagna e delle destinate ad ospedali e simili, ed adoperando noi gli stessi mezzi che si sono colà adoperati, noi giungeremo a ricavare quale sia il reddito di questa natura di stabili: questi mezzi ed altri suggeriti dall'arte adopereranno senz'altro i periti richiesti per le stime.

Abbiamo adunque per norma nel maggior numero dei casi i fitti reali; abbiamo la base dei fitti presunti, determinata in molti casi, o da precedenti locazioni, o per assimilazione; abbiamo il mezzo delle perizie per circostanze eccezionali; quindi la legge nella sua generalità è di sufficiente facile esecuzione, e se vi sono delle difficoltà eccezionali, non mancano mezzi per superarle.

Tuttavia però io dichiaro che è intenzione del Governo di dare in appoggio a questa legge un regolamento, il quale abbia per speciale scopo di prevenire, di impedire che si solleciti l'applicazione con troppo rigore di certe penalità, di certe multe, e che al contrario si usino quei riguardi che una legge nuova, una legge provvisoria, eccezionale necessariamente determina nella sua prima applicazione. Tale è realmente il pensiero del Governo, e dirò di più che egli ha già dei materiali preparati a questo proposito, nella supposizione che la legge venga dal Senato approvata.

**DI POLLONE.** Non è coll'intendimento di prolungare la

discussione ch'io prendo la parola, mentre non vorrei certamente meritarmi la faccia di troppo insistente: io desidero solo di aggiungere una questione a quella da me or ora indirizzata al commissario regio, alla quale spero vorrà rispondere, e che mi è sfuggita nella prima mia esposizione.

La legge del 1818, che stabilisce le contribuzioni, nulla dichiara in ordine alle case di nuova fabbricazione. Vorrei sapere se è intendimento del Governo di applicare strettamente questa maggior imposta alle case che non contano un dato periodo di esistenza, cioè 3 o 4 anni. L'antica legge francese, se mal non mi appongo, provvedeva a questo caso, il quale non è stato contemplato nelle regie patenti del 1818.

Io crederei che sarebbe cosa utile, anzi giusta, che l'imposizione non fosse applicata alle case di nuova costruzione prima di un periodo di 3 o 4 anni, e non sembrami necessario di svolgerne i motivi; aggiungerò ancora una sola osservazione al commissario regio, che se il mio voto si fosse ristretto a che un regolamento di amministrazione pubblica fosse pubblicato, questo già era soddisfatto dalla legge stessa, la quale parla in più articoli di un regolamento; ma il mio desiderio si era, invece, che il Governo avesse preso l'impegno al cospetto del Senato di far discutere e deliberare questo regolamento dal Consiglio di Stato, mentre mi pare che vi sarebbe una maggiore guarentigia di maturità di disposizioni, e questa guarentigia io la credo indispensabile nell'interesse pubblico; e se non avessi altri argomenti, il signor commissario regio me ne avrebbe offerto in gran copia, mentre ha provato che bisogna necessariamente ricorrere all'arbitrio; arbitrio e dispotismo sono due cose che feriscono terribilmente gli interessi individuali, e che vorremmo non vedere mai più esistere fra noi.

Io vorrei che quest'arbitrio, se non si può evitare, si aggirasse in limiti ristretti da norme, che emanassero dal Governo stesso ben informato, onde non esporsi al pericolo che la legge che sarà grave certamente a tutti i proprietari, potesse divenire loro odiosa. Insisto quindi perchè il regolamento da intervenire sia emanato col preventivo avviso del Consiglio di Stato.

**ARNULFO, commissario regio.** Dirò in primo luogo, per quanto riflette al regolamento, cioè che il Governo s'impegna di fare un regolamento onde soddisfare alle viste accennate dall'onorevole preopinante, che il Governo suole nelle sue opere circondarsi dei lumi di tutte le persone più perite; che ordinariamente sottopone al Consiglio di Stato i suoi lavori come quel corpo che raduna in sé molti lumi e molte cognizioni, delle quali trae profitto. Io però spero che l'onorevole preopinante non vorrà che il Governo assuma qui un impegno positivo di sentire il Consiglio di Stato.

Il Governo ha l'obbligo di fare per il meglio; per giungere a questo scopo sicuramente invoca il sussidio dei lumi di tutti i corpi, di tutte le persone che crede più a proposito; ma il vincolarsi a tale riguardo, io credo che sarebbe menomare d'alquanto quella libera disponibilità che il Governo nelle sue disposizioni debbe avere. Ripeto però, suole il Governo sentire il Consiglio di Stato; e siccome in questa materia la cosa è grave ed importante, io credo che il Governo lo farà, ma io non potrei prendere un assoluto impegno in proposito.

Per quanto riflette poi le case, non isfuggi al Governo, nel proporre la legge, la considerazione che venne sottoposta dal senatore preopinante; ma il Governo crede che nelle parole della legge vi sia quanto basta per evitare ogni difficoltà a tale riguardo, senza di quell'aggiunta.

La legge dice che vuol imporre il reddito; finchè la casa

non è compiuta, finchè la casa non è in tale condizione da essere affittata, da essere abitata comodamente e senza pericolo della salute, non è ancora un fondo produttivo non è ancora un fondo in quella tale condizione che si vuole dalla legge contemplare.

Dunque quando la casa non è abitabile, non è affittata nulla produce, e sarebbe ingiustizia il sottoporre il proprietario di essa al pagamento della quota che lo riguarda.

Io credo quindi che nello spirito della legge vi sia quanto basta per stabilire che non si dovrà percepire l'imposta, salvo quando la casa sarà abitabile ed abitata di fatto, e non per pura ragione di proprietà.

**ALFIERI.** Dirò brevemente quello che mi suggerisce la risposta dell'onorevole commissario regio.

Io acconsento con lui, che nell'esecuzione delle leggi si incontrino difficoltà, le quali, per essere gravi qualche volta, non debbono tuttavia intrattenerci dal sancirle; solo osservo che, quando s'incontrano tali difficoltà, il Governo deve mettere tutto l'impegno per scioglierle, affinché l'esecuzione della legge ridondi al maggior bene del pubblico ed al minore aggravio dei privati.

Ma quello che io ho trovato straordinario, si è che al privato si faccia sopportare la pena di una difficoltà di cui non ha colpa, cioè, senza dargli base veruna di apprezzazione, si esiga tuttavia da lui che la consegna sia l'esatta e la giusta apprezzazione del reddito del fondo, e per tale si abbia, sempre quando il divario non sia maggiore del quarto.

Non mi convincerebbe l'esempio che mi ha addotto il commissario regio sulla possibilità di apprezzazione che si ha nelle case di cui si tratta, ricavando quest'esempio da ciò che si è fatto nel Belgio, da ciò che si è fatto in altri Stati, dai quali furono staccate le provincie che fanno attualmente parte dello Stato nostro: poichè allora si trattava di un catasto, nel qual caso si dà al catastaro una base qualunque.

Io dunque comprendo che, data questa base, il catastaro abbia potuto gratuitamente apprezzare il valore tassabile di queste proprietà; ma se non si dà, come nel caso presente, nessuna base, qual norma si avrà per conoscere se l'operazione sia imperfetta od insufficiente? Io credo adunque che sussista la mia prima osservazione; tuttavia, stante gli schiarimenti dati dall'onorevole commissario regio, l'assicurazione di un regolamento nel quale si avrebbe cura d'introdurre tutte queste spiegazioni atte ad illuminare coloro i quali debbono in queste circostanze affatto straordinarie valutare il proprio fondo, non insisto tanto, massime dacchè il commissario regio avrebbe dichiarato essere intenzione del Governo d'introdurre in questo regolamento e nelle istruzioni che forse l'accompagneranno, quelle dichiarazioni, mercè le quali la multa non verrà (ed io credo interpretare la sua intenzione) a colpire che quelle dichiarazioni che fossero improntate di dolo, poichè il solo dolo mi pare poter essere soggetto ad una sanzione penale.

**MASSA SALUZZO.** Sebbene le discussioni finora fatte dagli onorevoli preopinanti abbiano già in massima parte dileguati i dubbi che erano insorti intorno all'applicazione dell'articolo 8, articolo il quale contiene misure di rigore e viene poscia susseguito da altre misure e da altri provvedimenti d'esecuzione, tuttavia trattandosi di una legge di finanza, la quale è qui antesignana di altre leggi che si stanno discutendo e verranno in seguito discusse, non credo inopportuno di presentare quelle considerazioni, le quali tendano, se non ad altro, a cercare modo di agevolare l'esecuzione di questa legge in maniera sì che non diventi più odiosa nella esecuzione di quanto possa ora essere la legge nella sua essenza.

Ogni legge di finanza naturalmente contiene in sè qualche cosa di amaro. Qualunque possa essere l'amor di patria che infiamma ognuno verso il proprio paese, quest'amore è sempre contrastato dall'interesse individuale che è il maggior rivale del bene pubblico. Da tutti viene ammesso che nella società ciascheduno debba sacrificare parte dei propri agi al bene pubblico; ma allorché si vuole attuare questo principio, si rinviene sempre qualche cosa di restio in chi debba contribuire alla pubblica cosa.

Io dunque osserverò in primo luogo che non è già mio intendimento di produrre nè emendamenti, nè obiezioni tali per cui l'articolo debba essere rimandato alla Commissione, rigettato o emendato.

Qualora si trattasse di una legge la quale non avesse l'urgenza decretata dalla Camera; qualora non si trattasse di una legge la quale è proclamata come giusta in se stessa perchè stabilisce un accessorio di contribuzione non usitata; qualora infine non si trattasse di legge la quale per necessità vuol essere adottata onde far fronte agli impegni dello Stato, io proporrei un emendamento il quale dicesse che quando la consegna non è fatta in tempo debba farsi d'ufficio dal sindaco, a spese di chi l'ha omessa. Così sarebbero evitati i guai i quali possono nascere da questa legge, avvegnachè vedo nell'articolo di cui si tratta una disposizione rigorosa la quale condanna ad una multa del triplo colui il quale non farà la consegna o consegnasse meno di un quarto.

Io non mi farò qui a ricordare tutte le disposizioni della legge già accolte dal Senato; ma non posso a meno di far osservare che in questa legge vi sono disposizioni le quali, perchè appunto si tratta d'imposizione fondiaria, abbracciano e colpiscono tanto il palazzo dorato del ricco, quanto l'umile abituro del povero.

Ora dunque trattasi di colpire casa, la quale è soggetta a enfiteusi, e se è adottato il principio che debba pagare, sia il padrone diretto, come l'enfiteuta, la legge finanziaria trova un ostacolo; perocchè tra due debitori è da stabilirsi chi deve pagare direttamente al Governo. Il Governo agisce contro l'enfiteuta, e l'enfiteuta riagisce contro chi di ragione.

Ecco dunque un semenzaio di litigi tra l'enfiteuta ed il padrone diretto.

Non è che io intenda ritornare su questa disposizione, perchè, trattandosi di leggi finanziarie egli è giusto che si adottino il sistema più facile per l'esecuzione della legge.

Ma se tra l'enfiteuta ed il proprietario nasce discussione del quanto debba ciascuno pagare, se in questa discussione taluno prende errore nella somma che deve pagarsi, sarà subito tassato nella pena del triplo, e invece di pagare cinque, per esempio, pagherà quindici, il che mi sembra esorbitante e gravoso per un povero padre di famiglia. Un'altra circostanza m'induce ad osservare che questa legge per se stessa è generatrice di conseguenze gravi in ordine al modo di accertare questa stessa consegna, posciachè gli onorevoli preopinanti già rappresentarono ed i casi, ed i motivi per cui difficili possono riescire queste stesse pratiche e questi stessi accertamenti.

La legge adunque, la quale viene stabilendo la pena del triplo per chiunque o avrà omesso, o avrà erroneamente consegnato, pare certamente essere alquanto eccessiva; e tanto più io mi confermo in questa sentenza in quanto che le persone le quali posseggono case nei villaggi, nelle borgate e nella campagna, in generale non sanno nè leggere, nè scrivere; per lo che dovranno ricorrere ad altri onde far estendere questa consegna; quindi ecco correre maggior difficoltà per essi; e se la persona, la quale sarà da loro incaricata di

questa consegna, prenderà abbaglio, verrà a questo povero denunziante il timore di essere condannato ad una multa di un triplo. Da ciò chiaramente si scorge come, nelle sue conseguenze e nella sua applicazione, questa legge trovi molte difficoltà, le quali farebbero per avventura considerare la legge molto più odiosa di quello che forse noi sia nella sua essenza.

Io non istarò qui discutendo se opportunamente o inopportunamente siasi frammischiato in essa il sistema comunale; ma il Senato osserverà che il controllo delle operazioni che debbonsi fare è commesso ai consiglieri. Nissuno ignora come, specialmente nelle piccole popolazioni, vi sono gare particolari, vi sono posizioni locali per cui facilmente potranno nascere angherie e soprusi dal canto di coloro i quali dovranno fare il controllo delle consegne fatte dai privati; se adunque alla pena del triplo si aggiunge il temuto sopruso e le facili vessazioni che ne possono venire, si vedrà che quest'articolo è sommamente eccessivo e gravoso, e di troppo difficile attuazione.

Signori, io ho preso la parola, ed ho protestato che non voleva oppormi alla legge, nè proporre nuovi emendamenti; ma ho preso la parola solo per far osservare al Senato che in tutta la legislazione europea prevalse ognora e prevale la moderazione e l'umanità in fondo delle leggi, e che solo nelle leggi finanziarie questa moderazione e quest'umanità vengono meno, avendo esse pur sempre un carattere di asprezza e di rusticità, di cui dovrebbero essere spogliate le leggi di simil genere.

Or dunque, io dico, poichè il Governo ha nelle mani il mezzo di far eseguire la sua legge, quando per opera di regolamenti può fare che la consegna sia somministrata quale debb'essere, ha pure la forza nelle mani di strappare la verità da colui il quale si fosse attentato di occultare qualche cosa all'amministrazione finanziaria, e sottrarsi a qualche contribuzione.

Il mio sistema si riassume in questi pochi principii: se la legge non fosse ora da votarsi, io proporrei emendamenti per cui la pena per la mancanza della dovuta consegna, e per la consegna falsata venisse sopportata da chi vi dà occasione, ed allora fosse fatta la consegna da chi si vuole, dal sindaco o da qualunque altro; ma nella legge stessa una cosa così essenziale aprirebbe l'adito a troppi incagli pel pubblico servizio.

Io mi associa volentieri all'adozione anche dell'articolo, ma siccome ho avuto l'onore di osservare che quest'articolo può essere argomento di molti soprusi ed imbarazzi, così desidererei che il Ministero, nel regolare la sua esecuzione, facesse in modo di mostrare tutta quella moderazione ed umanità onde devono essere informate le leggi, acciò questa non venga proclamata invisa alla nazione.

**ARNULFO, commissario regio.** Abbenchè l'onorevole senatore non abbia proposto emendamenti, non pertanto ha fatto tale una censura del progetto di legge, che mi credo in dovere di sottoporre alcune osservazioni le quali valgano a scemare ed a togliere l'importanza della censura medesima. A questo fine io rettificherò in primo luogo un'osservazione che non credo perfettamente consentanea coll'articolo 8 della legge, in quanto che l'onorevole senatore fece gran caso della multa del triplo di cui si parla in tale articolo, supponendo che chi deve pagare per imposte cinque lire, a cagion d'esempio, debba sempre sottostare ad una multa di quindici; ma io prego il Senato di ritenere le parole dell'articolo, così concepito: « Chi ommettesse la consegna del reddito nel termine stabilito, incorrerà in una multa od ammenda eguale al triplo della tassa dovuta pel reddito non consegnato. »

Quindi è che chi consegna meno di quello che dovrebbe consegnare paga il triplo soltanto della *porzione non consegnata*: domando io se questa sia una condizione iniqua; quando la legge comanda di consegnare, si deve obbedire, sotto pena di pagare una multa di qualche importanza, poichè sarebbe nulla ed inutile la prescrizione della legge, se non fosse accompagnata da una sanzione penale. Ma colui che consegna un reddito minore del vero, deve pur esso essere assoggettato ad una multa, ma minore. Così è disposto in quest'articolo, perchè e' si limita alla differenza che sta fra la somma consegnata e quella realmente dovuta. Non mi pare, per conseguenza che in questa disposizione vi sia un eccessivo rigore: ma al contrario, che vi sia forse minor rigore di quello che abbiamo in tutta la legislazione in generale, del che l'onorevole senatore potrebbe, forse meglio che altri, rendere testimonianza. Accennò il preopinante egualmente che può accadere ad un povero enfiteuta lo sbagliare nella consegna, ed essere troppo rigorosa disposizione quella che obbliga l'enfiteuta al pagamento della multa totale senza concorso del direttario; ma anche ciò, io credo, che è logico in tutta l'estensione del termine; chi ha diritto al canone non possiede più lo stabile; i suoi redditi non pervengono a sue mani; il possessore è l'enfiteuta; egli adunque ha l'obbligo di consegnare, deve adempiere tutte quelle formalità che sono imposte agli altri proprietari, agli altri usufruttuari, e deve sottostare alle conseguenze del fatto proprio, se il fatto proprio non è in armonia colla legge.

Si teme dall'onorevole senatore che si facciano soprusi, vessazioni, e accenna quasi, come se a ciò conducesse l'essersi frammisto il sindaco, il Consiglio comunale per fare le operazioni che la legge prescrive, onde accertare il vero fitto imponibile; ed io credo di poter giustificare il Governo appunto con questa disposizione di legge. Delle due l'una: chi vuole la causa, deve volerne i mezzi; la legge deve provvedere alle operazioni indispensabili per accertare il reddito imponibile. Ora, o queste si affidano unicamente ad agenti delle finanze, o si affidano unicamente all'amministrazione comunale: se si affidano ad agenti delle finanze, credo che sarebbe più ragionevole il dire che si possano temere delle vessazioni, dei soprusi, o per troppo zelo, o per altre cause che non occorre qui indicare; ma è cosa certa che chi si affida unicamente alla parte fiscale, alla parte, direi quasi, interessata, perchè l'agente delle finanze rappresenta in sostanza le finanze creditrici, è colui che presumibilmente dà luogo a maggiori lagnanze, e che la disposizione di legge che avesse proposto di così fare sarebbe stata con maggior fondamento soggetta a censura: si volle dal Governo appunto temperare questa fiscalità, affidando ai Consigli comunali di rivedere ciò che siasi fatto, ciò che siasi operato dall'agente delle finanze; ed io credo che in esso vi sia un ufficio paterno, un ufficio di equità, un ufficio il quale potrà ridondare in pregiudizio delle finanze piuttosto che degli abitanti, poichè non conviene disimulare che i Consigli comunali sono composti anche di persone aventi case, che qui si tratta di una imposta di quotità e non vi è perciò quell'interesse comune che nasce quando si tratta d'imposta di ripartizione; motivo per cui fino ad un certo punto i Consigli comunali saranno più arrendevoli a lasciare la quota più mite, di quello che ad elevarla con rigore; d'altronde non saprei dove si potrebbe trovare un'autorità la quale fosse più prossima al contribuente, fosse più, direi, lontana dalle vessazioni, che il Consiglio comunale, che è una specie di magistratura municipale.

Abbiamo adunque nella legge due mezzi di giungere allo scopo: l'uno tempera l'altro: se il Consiglio comunale sarà

troppo arrendevole verso i contribuenti, l'agente delle finanze farà le opposizioni, le osservazioni opportune per ottenere che la quota sia con maggior giustizia fissata; se per contro l'agente delle finanze sarà più rigido, più esigente, il Consiglio comunale proporrà di temperare l'esuberanza della quota proposta con questa specie di contrario parere, o dicasi di discussione, l'intendente potrà fissare con approssimazione la quota di reddito d'ogni fabbricato, e, ove ciò non basti, l'intendente non ha l'obbligo di stare né all'una né all'altra di queste opinioni, cioè del Consiglio e dell'agente delle finanze, ma può ricorrere ad altre notizie, assumere informazioni, prescrivere perizie. Egli stabilirà quindi, almeno nel maggior numero de' casi, in via amministrativa, una cifra d'imposta equitativa e giusta.

Io credo adunque che la legge non pecchi, da questo lato, di troppo rigore, nè lasci luogo a vessazioni. Tanto meno si può dire che lasci luogo a vessazioni quando nulla abbandona all'arbitrio, ma fa che vi sia fra il Governo ed il contribuente una specie di discussione, quando interpone l'amministrazione comunale quasi paciere fra di essi, e lascia il giudizio in via amministrativa all'intendente, ed inoltre rimane aperta la via contenziosa amministrativa onde il rigore del diritto possa prevalere sopra ogni amministrativa disposizione.

Non iscorgo, per conseguenza, che questa legge abbia l'impronta di rigore, che le si è attribuita, e credo che si giustifichi tanto più se essa non presenta disposizioni più rigide di quelle che, come l'onorevole senatore accennava, presentano le legislazioni generali europee.

**MOSCA.** Le varie osservazioni che ebbero luogo hanno apertamente dimostrato che molte difficoltà sorgono nell'esecuzione di questa legge, e massime per riguardo ai termini alquanto laconici in cui è concepita.

Per evitare adunque siffatte difficoltà, avviserei essere prudente consiglio che questa legge non sia promulgata, se non dopo fatto ed accuratamente studiato il regolamento, affinché non insorgano contestazioni e vessazioni, le quali forse farebbero rallentare di troppo il corso della legge. Quindi proporrei io pure al Governo che la legge non venga promulgata se non dopo che sia ultimato il regolamento.

**ARNULFO, commissario regio.** Posso assicurare il preopinante che è scopo del Governo di pubblicare, di preparare con tanta sollecitudine che basti il regolamento, onde si abbia cognizione della legge e del regolamento contemporaneamente, e ciò tanto più perchè la legge non sarebbe eseguibile senza il regolamento; essa fu redatta in termini concisi, fu ridotta a pochi articoli; nè senza il regolamento si potrebbe eseguire in modo conforme allo spirito della medesima. Per conseguenza dichiaro francamente che tale è l'intenzione del Governo, e sarà assecondato per tal modo il giusto desiderio enunciato dal signor preopinante.

**COLLI.** Mentre altamente apprezzo le considerazioni sottoposte da alcuni dei nostri colleghi al Senato in ordine alla legge che si sta discutendo, chiedo alla Camera il permesso di sottoporle un dubbio che mi è nato.

Questo dubbio consiste nel sapere se la consegna fatta da un proprietario di casa (in Torino, per esempio) il quale avrà in quei momenti due appartamenti non appigionati, di cui non può giustamente apprezzare il valore, e di più avrà ancora l'appartamento che occupa egli stesso, quando occorresse qualche errore in questa consegna, debba essere considerato solamente riguardo alla parte non occupata, oppure relativamente a tutto il corpo dello stabile che doveva essere consegnato.

Questo dubbio mi pare tanto più fondato in quanto che

avendolo comunicato a due dei nostri colleghi della Commissione, fu interpretato da uno in un senso diverso dall'altro. Io spero che il signor commissario regio potrà forse dare al Senato qualche schiarimento a questo proposito.

**ARNULFO, commissario regio.** La legge considera il fitto reale, ed il fitto presunto in mancanza reale. Qual è il fitto presunto? È quello del proprietario che abita la propria casa, del proprietario che ha una parte della casa non appigionata. Questi due alloggi, uno del proprietario, e quello non affittato, sono in condizione di fitto presuntivo, poichè non hanno una misura di fitto attuale che determini il reddito e quindi l'imposta; ma parlando appunto, come l'onorevole preopinante accenna, di Torino, dico che anche un alloggio non momentaneamente affittato al tempo in cui si dovrà fare la consegna, offre un reddito presumibile, od in un affittamento precedente, oppure in rapporto con altri alloggi simili, o della stessa casa, o di case prossime; quindi vi è una misura, e si può senza grave difficoltà fare la consegna con approssimativa esattezza.

A questo proposito poi debbo far osservare che l'articolo 8 manifesta chiaramente quale fu l'intenzione del Governo, cioè doversi usare la massima indulgenza (se è lecito di così parlare, parlando di leggi) per coloro i quali, nel considerare il reddito degli alloggi di case non realmente affittate, nel calcolare il loro reddito presunto, hanno potuto commettere degli errori, essendovi grande differenza fra il primo e secondo trasgressore di cui nell'articolo, oltrechè per questo ultimo si ammette la tolleranza del quarto, posta la quale, difficilmente potranno prodursi degli inconvenienti. Ho dichiarato (e l'onorevole senatore Alfieri mi ha perfettamente inteso) che il Governo col regolamento intende di meglio sviluppare quest'idea di cui vi è un germe nello stesso articolo, vale a dire che nel solo caso di dolo si debba rigorosamente procedere, che gli agenti di finanza debbano andare con tutta circospezione tutt'volta che non vi è apparenza di dolo.

**PRESIDENTE.** La parola è al senatore Di Pollone.

**DI POLLONE.** Io la cedo volentieri, perchè io volevo notare la medesima cosa.

**COLLI.** Pare che non mi sia bene spiegato; perchè il commissario regio, che parla sempre con molta lucidità, non ha risposto.

**ARNULFO, commissario regio.** Non avrò inteso; se vuole avere la compiacenza di ripetere...

**COLLI.** Tenterò. Io chiedo se la multa cadrà sul reddito intero dello stabile, oppure sulla parte dello stabile che concerne veramente l'errore, perchè questo cade particolarmente sulla parte non appigionata della casa.

Sono ora giunto a farmi intendere?

**ARNULFO, commissario regio.** Procurerò di vedere se avrò compreso.

Chi ha una casa, e non la consegna, o sbaglia nel consegnare il relativo fitto: se non consegna, la multa cade sopra la totalità del reddito della casa non consegnata; se sbaglia nell'ammontare del fitto, allora paga la multa del triplo sopra quella porzione di fitto non consegnata, che costituisce la differenza fra la somma consegnata e la somma reale.

Mi pare che la cosa stia scritta in questi termini nel progetto di cui si tratta.

**COLLI.** Finora non è risposta.

**ARNULFO, commissario regio.** Allora non avrò inteso bene il quesito.

**GALLINA.** Per apprezzare il valore di una legge di finanza non solamente, ma di tributi, e di imposte (iocchè è più spe-

ciale ancora che la denominazione di legge di finanza), conviene riguardare non tanto alla natura della legge stessa, ma alle circostanze che l'accompagnano, e ai motivi che inducono a proporla ed a sancirla, ed in fine a tutte le ragioni di utilità pubblica, di considerazione generale, di interesse e di necessità dello Stato, che spingono a proporla.

Le osservazioni che ha fatte un onorevole preopinante, il signor senatore Massa Saluzzo, riguardo alla legge in discussione, sono osservazioni generali, verissime, giustissime e di grandissima utilità ed opportunità, se si vuole, purchè si applicassero a leggi speciali che si fanno collo scopo determinato di durata continua, ed a leggi che portano con sè un carattere di stabilità, se non positiva, almeno desiderabile; ed è perciò che io credo mio debito far osservare al Senato che queste osservazioni non hanno forse tutto il carattere di opportunità, considerando la natura della legge che discutiamo.

Io prego il Senato di osservare che questa legge fu decretata d'urgenza e proposta dal Ministero per sovvenire ai bisogni dello Stato, i quali non sono meno urgenti di quello che furono rappresentati, e che in questa legge si è abbracciato un sistema d'imposta, il quale se certamente non è il migliore, nè il più esatto, nè il più regolare, allo stato delle cose in cui ci troviamo, è però forse l'unico col quale si possa meglio provvedere ai bisogni presenti delle finanze.

Il Senato ha veduto che qui si tratta di una legge d'imposta, di una legge di perequazione; il signor commissario regio ha parlato della differenza tra le leggi di quotità e le leggi di ripartizione; tutte cose applicabili alle leggi della natura di quella che noi discutiamo; ma trattandosi di legge di censimento, d'imposta sopra le proprietà fruttifere, due sistemi si sarebbero presentati per ordinare le cose con carattere di stabilità, carattere che è pure indispensabile in questa materia, quando altre circostanze urgenti non persuadano il contrario.

Certamente che in una legge di catastazione non viene in capo a nessuno di proporre che sia fatta per consegnamenti. Quando si viene a proporre per consegnamenti una legge della natura di quella che noi qui discutiamo, egli è perchè le circostanze che accompagnano questa proposizione sono tali che fanno preferire questo modo, nè il più regolare, nè il più giusto, a qualunque altro che sia giustissimo, ma che porterebbe con sè un lungo tempo per l'esecuzione, e presenterebbe difficoltà gravissime. Dato dunque il principio che la legge presente sia legge che vuole eseguirsi per consegnamenti, è evidente che il Governo deve pensare a corredarla di quelle disposizioni che meglio possano condurre ad ottenere il fine che si propone, di avere cioè un giusto consegnamento; imperciocchè è evidente che, dovendosi chiamare il proprietario, o quello che è direttamente interessato a far la consegna del reddito imponibile; conviene in primo luogo pensare al mezzo onde questa consegna sia realmente fatta; in secondo luogo che sia fatta il più giustamente possibile; in terzo luogo, finalmente, che il Governo abbia il modo di controllare la verità.

Quindi il sistema delle multe, quindi l'intervento dell'azione del sindaco e del Consiglio comunale, quindi l'ultima applicazione dei tribunali competenti. Comunque si voglia considerare questa cosa, io spero che, attesa la specialità della legge, il Senato non vedrà in questo articolo quella acerbità che si rimprovera, e che sarebbe applicabile in altra specie di provvedimenti legislativi, ma che vi vedrà anzi il modo il più spiccio per giungere ad una conclusione desiderata da tutti, e non solamente dal Governo, che vi è diretta-

mente interessato per la riscossione, ma anche da coloro che pagano; perchè, in fin dei conti, quando si ha di bisogno, conviene venire ai mezzi più ovvi perchè il pagamento si faccia a beneficio pubblico.

Quindi io sottometto queste osservazioni al Senato, non per altro oggetto se non per torre quell'impronta che potrebbe essere fatta a questa legge, di piena consonanza coi principii generali di moderazione che regolano in massima tutte le leggi; e sopra tutto perchè una legge di imposta (la quale già tocca troppo direttamente una gran parte dei contribuenti) non porti ancora per sé una specie di rimprovero di toccarli in un modo troppo duro, o poco conveniente, o non conforme ai generali principii.

Del resto, o signori, non è da stupirsi che una legge d'imposta faccia desiderare e spiegazioni e soluzioni di dubbi e risposta a mille quesiti che ciascun individuo desidera di veder sciolti prima di vedersi esposto all'acerbità della legge come si è detto. Ma mi permetto di osservare che questa legge ridotta ai soli stretti termini di principii generali, non può in questa discussione ricevere un'efficace spiegazione di tutti i quesiti che si propongono, perchè qualunque spiegazione venga qui data, sia essa giusta più o meno, non potrà mai avere l'effetto di interrompere il corso della legge, e paralizzare il giudizio che ulteriormente potesse venire dato sia dall'amministrazione, sia dai tribunali.

Perciò, qualunque sia il desiderio che possa ciascuno avere di conoscere la conseguenza prima di questa legge, di vedere come nell'applicazione essa possa incontrare difficoltà (siccome queste difficoltà possono essere superate, e siccome per quanti dubbi noi proponessimo, non arriveremmo ad accennarne una centesima parte), così io penso che qualunque ulteriore discussione si voglia fare sul progetto che ci è sottoposto, debba ridursi a quei punti generali che il disposto della legge presenta, e non vagare per tutti i casi possibili, ai quali, io ripeto, non creda che il Senato possa dare legale decisione.

**JACQUEMOUD.** Je n'abuserai pas longtemps de l'attention du Sénat, et je me bornerai à dire deux mots, soit pour rassurer ceux de nos honorables collègues qui craignent que les dispositions de l'article 8 n'aient des conséquences trop rigoureuses, soit pour mettre fin à toutes les questions plus ou moins ingénieuses qu'on pourrait proposer en interprétation des principes contenus dans le même article.

Et d'abord, je dirai qu'il était de la plus haute importance de rédiger la loi de manière à favoriser, autant que possible, la sincérité des déclarations. Je ne connais pas d'autre moyen pour atteindre ce but, que celui qui a été formulé dans l'ar-

ticle 8, c'est-à-dire l'application d'une amende à ceux qui feront volontairement des déclarations infidèles; amende qui a été fixée au triple de la taxe due pour le revenu non consigné.

Mais il est à remarquer que cette amende n'est pas encourue *ipso facto*. Il faut qu'elle soit appliquée par le tribunal compétent, lequel devra nécessairement apprécier si le propriétaire a été de mauvaise foi, si sa déclaration a été rauduteuse. Il est certain que lorsqu'il s'agit des maisons de campagne qu'on n'est pas en habitude de louer et que pour le plus souvent le propriétaire ne trouverait pas même à louer à un modique prix, s'il en avait l'intention, la conscience des juges tiendra compte de toutes ces circonstances, avant de prononcer l'application de l'amende. La loi accorde d'ailleurs dans ce cas la latitude d'un quart dans l'évaluation, et il est difficile d'admettre une plus grande latitude.

Quant aux questions proposées, afin d'interpréter les principes établis dans cet article, je crois qu'il est tout à fait inutile que le Sénat s'en occupe. C'est l'affaire des tribunaux. De même que le pouvoir judiciaire ne doit pas empiéter sur le pouvoir législatif, celui-ci est incompétent pour formuler un avis relativement aux conséquences à tirer des principes qu'il a posés. Nous ne pouvons pas enchaîner d'avance l'action des tribunaux; bien plus, si l'on faisait une hypothèse dans le sein de cette auguste Assemblée et qu'elle crût qu'en interprétation d'un article admis, on dût prononcer affirmativement, je dis que les tribunaux ne seraient point liés par cette opinion, quelque respectable qu'elle puisse être, et qu'ils seraient en droit de prononcer négativement, s'ils croyaient devoir le faire en leur âme et conscience. Le pouvoir législatif pose des principes; et le pouvoir judiciaire a la mission de les appliquer et de les interpréter. *Cuique suum*.

D'après ces considérations, il me paraît que nous devons nous abstenir d'entrer dans ces détails superflus. Aucun amendement n'ayant été présenté pour modifier les dispositions et les principes de l'article 8, il ne reste plus qu'à le mettre aux voix et je déclare voter pour son admission.

*Alcuni senatori.* Ai voti! ai voti!

**PRESIDENTE.** Pongo ai voti l'articolo 8.

(È adottato.)

Chieggo al Senato se non ostante l'ora avanzata, voglia procedere all'esame degli altri articoli.

*Alcuni senatori.* A domani!

**PRESIDENTE.** La seduta è aggiornata a domani all'ora medesima.

La seduta è levata alle ore 4 3/4.